

## GÉNOCIDE DES TUTSIS

# Rwanda. Quand une livraison d'armes passait sous le nez de l'armée française

**Enquête** • Il y a presque vingt-neuf ans, fin juin 1994, des centaines de personnes ont été massacrées sur les collines de Bisesero par les forces génocidaires sans que l'armée française n'intervienne. Or non seulement les militaires de l'opération Turquoise avaient été informés du massacre à venir, mais en plus l'ONG Open Secrets révèle qu'ils avaient été aux premières loges d'une livraison d'armes qui ont pu servir lors de ces tueries.

> MICHAEL PAURON > OPEN SECRETS > 31 MAI 2023

LE 26 ET LE 27 JUIN 1994, PLUSIEURS journalistes, ainsi que des religieuses, préviennent les militaires français de l'opération Turquoise – officiellement déployée au Rwanda pour des motifs humanitaires du 22 juin au 21 août 1994 – que des Tutsis réfugiés sont traqués dans les collines, à quelques kilomètres de Bisesero, dans l'ouest du Rwanda, par des miliciens hutus <sup>1</sup>. Dans *L'Inavouable* (Les Arènes, 2004), le journaliste Patrick de Saint-Exupéry raconte avoir accompagné un détachement de soldats français. Des centaines de Tutsis qui se cachaient dans les forêts pour échapper aux tueurs les ont rejoints et les ont suppliés de les escorter pour les mettre en sécurité. En vain. Les militaires sont repartis et n'y sont retournés que trois jours plus tard, laissant aux assaillants hutus le temps de finir « le travail ».

Cet extrait est tiré de l'enquête de l'ONG sud-africaine Open Secrets, « The Secretary : How Middlemen and Corporations Armed the Rwandan Genocide », publiée en mai 2023, et disponible ici. *Afrique XXI* en publie une version traduite avec l'autorisation de ses auteurs.es.

Traduit de l'anglais par Michael Pauron.

En 2005, les associations Survie, Ibuka et la Fédération internationale pour les droits humains (Fidh), ainsi que six rescapés de Bisesero, ont porté plainte contre

l'armée et la France pour « complicité de génocide ». En septembre 2022, la justice a rendu un non-lieu général. Or non seulement l'armée française savait qu'un massacre se déroulait à Bisesero, mais en plus, avant cela, elle avait été aux premières loges au moment d'une livraison d'armes ayant probablement servi lors de ces tueries. Le lien entre cette vente d'armes et ces tueries est l'objet d'une longue enquête publiée par l'ONG d'investigation sud-africaine Open Secrets (également éditrice de *Apartheid, Guns and Money. A Tale of Profit*, d'Hennie Van Vuuren, publié en 2018).



© Google maps / Afrique XXI

Cette enquête, intitulée « The Secretary : How Middlemen and Corporations Armed the Rwandan Genocide », s'intéresse au rôle de l'Afrique du Sud dans la vente d'armes, dans les années 1990, aux Forces armées rwandaises (FAR) et au Front patriotique rwandais (FPR). Si « les armes utilisées dans la guerre civile rwandaise et plus tard dans le génocide provenaient du monde entier, y compris de pays qui prétendent défendre les droits de l'homme et la paix », écrit l'ONG (qui

désigne notamment la France parmi les vendeurs), une partie de celles utilisées lors du massacre de Bisesero ont été acheminées via un intermédiaire sud-africain, Willem « Ters » Ehlers.

Ehlers vit aujourd'hui dans une villa de la banlieue aisée de Waterkloof, à Pretoria. Cet officier de marine, qui aurait suivi une formation dans une base française de 1970 à 1972 (alors que la France était l'un des principaux fournisseurs d'armes au régime d'apartheid), a été secrétaire de Pieter Willem Botha, président de l'Afrique du Sud de 1984 à 1989. Il s'est reconverti dans le privé lorsque la fin du régime d'apartheid est devenue inéluctable. Il a notamment pris la direction d'une société financière basée aux Seychelles, GMR. Pour son business, il va se rapprocher des anciens réseaux de Pretoria qui étaient utilisés dans les années 1980 pour contourner les embargos qui touchaient l'Afrique du Sud, notamment pour le commerce d'armes. C'est ainsi qu'il facilite en juin 1994 deux livraisons d'armes à destination du Rwanda. L'accord a été négocié entre de hauts fonctionnaires du gouvernement des Seychelles, le colonel rwandais Théoneste Bagosora (directeur de cabinet au ministère de la Défense et l'un des membres les plus influents du mouvement extrémiste Hutu Power), et des fonctionnaires du gouvernement zaïrois. Il aurait rapporté à Ehlers quelque 1 326 883 dollars (environ 2,5 millions d'euros actuels).

Les armes ont été transportées sur deux vols distincts entre les Seychelles et Goma, au Zaïre (l'actuelle République démocratique du Congo, RDC) entre le 16 et le 19 juin 1994, avant de traverser la frontière pour rejoindre Gisenyi, au Rwanda. Désignée dans les journaux seychellois comme la « cargaison Malo », celle-ci contenait 2 500 AK-47, 6 000 mortiers de 60 mm, 624 mortiers de 82 mm,

4 800 pièces de munitions explosives de 12,7 mm, 5 440 pièces de 37 mm, 7 600 pièces de 14,5 mm et 5 600 grenades à fragmentation. Fabriquées en Serbie, ces armes avaient quitté le Monténégro un an plus tôt, destination la Somalie, alors en guerre. Mais le navire avait été intercepté par les autorités seychelloises. Sa cargaison a finalement été revendue lors de ce deal.

Les armes sont arrivées à Goma quelques jours avant le déploiement officiel de l'opération Turquoise. **Afrique XXI publie ci-dessous la traduction du chapitre 6 de l'enquête d'Open Secrets** dans lequel est détaillé le lien entre cette vente d'armes et le massacre de Bisesero, ainsi que l'inaction des militaires français lors de cet acheminement.

## LA FUITE EN AVANT DES GÉNOCIDAIRES

« L'arrivée des armes au Rwanda à la mi-juin 1994 a coïncidé avec une intensification de la rhétorique génocidaire. Les forces gouvernementales commençaient à désespérer, leur lutte contre le Front patriotique rwandais (FPR) était perdue d'avance. Après s'être retirées à Gisenyi, les Forces armées rwandaises (FAR) craignaient de perdre le contrôle de la capitale, Kigali, au profit du FPR et d'une éventuelle intervention française. Il en résulte un niveau de coordination accru pour perpétrer le génocide des Tutsis <sup>2</sup> .

Si la plupart des violences commises au début du génocide l'ont été par un voisin contre un autre, cette dernière période a été caractérisée par un massacre organisé, les FAR, leurs milices alliées et les civils loyalistes ayant systématiquement traqué les Tutsis restants. Alison Des Forges, historienne et témoin expert du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), écrit, dans son rapport pour Human Rights Watch, *Leave None to Tell the Story : Genocide in Rwanda* (1999), qu'en juin 1994 Valérie Bemeriki, une présentatrice de radio, plus tard reconnue coupable de génocide par un tribunal rwandais, a poussé les tueurs à achever l'élimination des Tutsis, « *leur extermination totale, leur mise à mort, leur extinction totale* ».

Bisesero est une chaîne de collines située dans l'ouest du Rwanda. Elle se trouve à environ trois heures de route de Gisenyi, où les troupes des FAR étaient basées à l'époque, et était l'un des principaux sites d'accueil des réfugiés pendant le génocide <sup>3</sup> . En tant que tel, Bisesero est devenu l'objectif de plusieurs assauts coordonnés visant les réfugiés principalement tutsis, dont la majorité étaient probablement des femmes et des enfants <sup>4</sup> . Lors du procès de Théoneste Bagosora <sup>5</sup> , Des Forges a décrit les FAR comme ayant été « *déterminées à éliminer les réfugiés survivants sur la colline de Bisesero* » <sup>6</sup> .

Alors que des tueries ont eu lieu dans cette région dès le début du génocide, elle a été la cible d'une attaque prolongée et coordonnée, planifiée par des membres de haut rang du gouvernement et de l'armée rwandaise, en juin 1994, le même mois que l'arrivée des armes. Au moment de l'assaut final, fin juin, les FAR étaient davantage organisées, tandis que les réfugiés avaient connu des mois de malnutrition et vivaient au milieu des corps de personnes assassinées <sup>7</sup> .

## « LES ASSAILLANTS VENAIENT TUER PENDANT LA JOURNÉE »

Les récits de la vie dans les collines de Bisesero et dans la ville voisine de Kibuye révèlent que les attaques contre les réfugiés étaient devenues routinières. Les entretiens menés par Human Rights Watch racontent comment « les habitants de la ville de Kibuye se sont habitués au bruit des véhicules qui roulaient en direction de Bisesero avec leur lot d'assaillants. [...] Les assaillants venaient tuer pendant la journée et, la nuit, ils partaient manger et boire ». D'autres récits révèlent comment la fréquence de ces attaques augmentait : les assaillants étaient divisés en deux équipes, ceux qui attaquaient la colline pendant la journée et ceux « qui se déplaçaient la nuit pour essayer de trouver où les gens se cachaient en sentant ou en voyant leurs feux de cuisine ».

Les témoignages des réfugiés se cachant à Bisesero décrivent également un désespoir croissant pour échapper à la violence : « Un jeune homme de Bisesero a d'abord fui vers le sud avec un groupe qui se dirigeait vers le Burundi, mais ils ont été rattrapés dans la forêt de Nyungwe par la Garde présidentielle. Ils se sont échappés et ont regagné Bisesero. [Le jeune homme] a réessayé en se dirigeant vers le sud-est, prévoyant de contourner la partie nord de Gikongoro pour atteindre la zone du FPR. Contraint de se replier à nouveau sur Bisesero, il est reparti une troisième fois vers le nord-est, en passant par Birambo, mais a de nouveau été repoussé au sommet de la colline » <sup>8</sup> .

À ces récits de désespoir s'ajoutent les récits d'attaques de plus en plus audacieuses menées par des génocidaires enhardis. « Un survivant déclare que le Dr Gérard Ntakirutimana, fils du pasteur Elizaphan Ntakirutimana, qui dirigeait l'Église adventiste, venait souvent sur la colline, "vêtu d'un pantalon blanc et d'un pull blanc et rouge et portant un fusil R4". Le témoin pensait que le Dr Ntakirutimana l'aiderait car leurs pères avaient échangé du bétail, signe d'un lien étroit et durable. Il raconte : "Je me suis donc réfugié auprès de Ntakirutimana pour obtenir sa protection, mais au lieu de cela, il a tiré sur moi. Le bourgmestre, Charles Sikubwabo, un ancien soldat, a aidé à organiser les assauts répétés sur la colline. De temps en temps, Alfred Musema, directeur d'une usine de thé voisine, venait observer". » <sup>9</sup>

## L'IMPACT D'UNE NOUVELLE LIVRAISON D'ARMES

Ces récits de survivants des collines de Bisesero sont importants pour comprendre le contexte dans lequel les armes seraient arrivées. Les histoires de ces victimes et du comportement des agresseurs munis d'armes à feu permettent d'évaluer l'impact d'une nouvelle livraison d'armes.

L'attaque finale de Bisesero a été l'un des derniers actes désespérés des FAR avant que nombre de leurs dirigeants ne fuient le pays. Les préparatifs de l'attaque ont eu lieu au début du mois de juin 1994, lors d'une réunion dans un hôtel à Gisenyi, près de la base des FAR <sup>10</sup> . Le 17 juin, un jour après le premier transfert d'armes, Anatole Nsengiyumva, l'officier militaire le plus gradé à Gisenyi, a reçu l'ordre d'Edouard Karemera [ministre de l'Intérieur du 25 mai au 19 juillet 1994], qui a été accusé d'avoir orchestré un précédent assaut à grande échelle dans les collines de Bisesero à la mi-mai 1994 <sup>11</sup> , d'envoyer des troupes dans la région de Bisesero pour participer à une opération de « nettoyage » <sup>12</sup> . Des ordres ont été donnés

pour que le massacre commence au plus tard le 20 juin <sup>13</sup> , vraisemblablement pour faire le plus de victimes possible avant l'intervention française.

Le résultat de cet assaut coordonné et prémédité a été dévastateur. Il aurait coûté la vie à plus de 1 000 personnes. Ceux qui ont pris part à ces meurtres étaient des militaires, des miliciens et des civils <sup>14</sup> . En tout, le nombre de personnes tuées dans les collines de Bisesero s'élèverait à 50 000 sur l'ensemble de la période du génocide <sup>15</sup> .



Le mémorial de Bisesero, situé sur l'une des collines où ont été commis les massacres.  
© Dominique Linel / flickr.com

Les soldats français sont accusés d'avoir été complices, car des meurtres ont eu lieu après le 27 juin alors qu'ils avaient été déployés en tant que force humanitaire – l'opération Turquoise – dont le mandat était d'empêcher la poursuite de tels actes de violence. Lors de l'arrivée des armes à l'aéroport de Goma et de leur transfert ultérieur au Rwanda, les Français auraient été des spectateurs négligents face au flux constant d'armes entrant dans le pays <sup>16</sup> .

### « SOUS LES YEUX DES FRANÇAIS »

Au moment de l'arrivée de la deuxième cargaison à Goma, le 20 juin 1994, les troupes françaises se préparaient à mener l'opération Turquoise au même endroit. Le journal seychellois qui a identifié Théoneste Bagosora comme étant le Rwandais qui achetait des armes dans l'archipel a noté que celles destinées au Rwanda ont été « transférées littéralement sous les yeux des Français » <sup>17</sup> . Comment les militaires et les services de renseignements français n'auraient pas pu être informés du transport d'armes du Zaïre vers le Rwanda et finalement vers les champs de la mort de Bisesero ?

Des témoignages et des lettres indiquent que des armes telles que celles importées par Bagosora et Ehlers ont été utilisées lors des attaques de juin 1994. Le premier de ces témoignages se trouve dans une lettre d'un chef régional à l'un de ses homologues, datée du 24 juin 1994, qui confirme l'arrivée de miliciens en provenance de Gisenyi. Cette lettre a joué un rôle central dans la décision du TPIR

de déclarer Anatole Nsengiyumva <sup>18</sup> coupable d'avoir envoyé des troupes à Bisesero. La lettre indique que les troupes sont arrivées le 19 juin. Elle précise que plusieurs coups de feu ont été tirés, ce qui prouve que des armes à feu ont été utilisées.

Cette preuve importante a été présentée fin 2006 lors du procès d'Édouard Karemera au TPIR (2003-2011). Il est important de noter que ce jugement est intervenu deux ans après le procès de Bagosora en 2004, lorsque la Cour n'avait pas été en mesure de dire si les armes achetées à Ehlers par Bagosora avaient été utilisées à Bisesero <sup>19</sup>. Le raisonnement de la Cour à l'époque avait été que les récits de l'attaque de Bisesero décrivaient l'utilisation d'armes traditionnelles. Les nouvelles preuves présentées lors du procès de Karemera en 2006 ont entraîné une révision judiciaire : des armes à feu ont certainement été utilisées à Bisesero.

D'autres récits de l'assaut de Bisesero confirment cette thèse. Un exemple provient des récits de multiples témoins oculaires qui ont décrit l'attaque d'une grotte dans laquelle se cachaient plus de 40 réfugiés. Des grenades ont été utilisées pour débusquer et finalement tuer les civils qui s'y trouvaient. Les armes achetées par Ehlers et Bagosora comprenaient des grenades à main et des grenades propulsées par fusil. Dans le cadre de la préparation de l'assaut de Bisesero, des grenades ont spécifiquement été demandées. En raison de l'intensité de la violence et de la vulnérabilité des réfugiés à Bisesero, il est probable qu'il y ait eu de nombreux autres événements de ce type et qu'aucun témoin n'ait survécu. On ne saurait trop insister sur la brutalité et l'ampleur des événements de Bisesero, qui ont très probablement été aggravés par les armes importées par Ehlers et Bagosora.

## **GISENYI, UNE PLAQUE TOURNANTE**

Dans la semaine précédant l'assaut de Bisesero, des armes explosives, des munitions et des fusils ont été livrés à Goma, près de Gisenyi. Le témoignage d'Omar Serushago, chef Interahamwe <sup>20</sup> basé à Gisenyi, devant le TPIR, a révélé que des réunions avaient eu lieu à Gisenyi début juin pour organiser l'envoi d'armes et de combattants à Bisesero <sup>21</sup>. Nsengiyumva a également témoigné que Gisenyi servait de plaque tournante à partir de laquelle les troupes étaient armées et envoyées dans d'autres régions du pays <sup>22</sup>.

Dans son témoignage, Serushago a également déclaré que les réunions du début du mois de juin avaient identifié un besoin de troupes supplémentaires et d'armes. Toujours en juin, Nsengiyumva a été vu revenant de Goma avec deux camions remplis d'armes. Peu après, il a demandé à Serushago de rallier les groupes de jeunes locaux parce que des munitions étaient désormais disponibles. Alors que le témoignage de Nsengiyumva établit que Gisenyi a servi de centre de distribution d'armes et d'envoi de troupes, le récit de Serushago confirme que Gisenyi a été le point de passage de ce qui était très probablement la cargaison d'armes « Malo » d'Ehlers destinée aux miliciens qui ont ensuite été envoyés dans les collines de Bisesero.

Ces faits ont été confirmés par la condamnation de Nsengiyumva pour génocide et crimes contre l'humanité par le TPIR. Dans la seconde moitié du mois de juin 1994, Nsengiyumva a envoyé des miliciens de la préfecture de Gisenyi, dont il avait

supervisé la formation, pour renforcer les forces locales dans une opération située dans la région de Bisesero, dans la préfecture de Kibuye. Cette opération faisait suite à une demande du gouvernement intérimaire. À leur arrivée, les miliciens scandaient : « exterminons-les ».

## LA FUITE FACILITÉE DES GÉNOCIDAIRES

Le génocide a pris fin le 15 juillet 1994, 100 jours après l'accident d'avion de Juvénal Habyarimana <sup>23</sup>. Près de 1 million de personnes sont mortes lorsque le FPR prend le dessus sur les FAR et s'empare de Kigali. De nombreux génocidaires ont profité de la zone humanitaire française créée à l'ouest du Rwanda dans le cadre de l'opération Turquoise pour fuir au Zaïre et, dans certains cas, [poursuivre les massacres](#).

Le génocide de 1994 continue d'avoir des [répercussions](#) dans toute la région. Les Interahamwe existent encore aujourd'hui et lancent des attaques insurrectionnelles de la RDC vers le Rwanda. Les Interahamwe ont été désignés comme « *groupe terroriste* » par le Rwanda et de nombreux autres pays africains, ainsi que par certains pays du Nord. Leurs armes proviennent des mêmes groupes que ceux qui ont commandité le génocide. En 1996, la première guerre du Congo a commencé lorsque le Rwanda a envahi la RDC pour continuer à traquer les génocidaires. La France n'avait pas cessé d'armer les FAR, alors que l'embargo sur les armes de l'ONU (résolution 918 du Conseil de sécurité) interdisant les ventes au Rwanda était toujours en vigueur. Pour contourner cet embargo, les exportations d'armes ont été acheminées vers l'aéroport de Goma, tout comme l'avait été la cargaison d'Ehlers

<sup>24</sup>

Pendant toute la durée de l'opération Turquoise, les FAR et leur milice, les Interahamwe, ont continué à recevoir des armes à l'intérieur de la zone contrôlée par la France via l'aéroport de Goma. Selon des fonctionnaires de l'ONU, entre juillet et septembre 1994, les militaires français ont fait décoller de Goma des commandants, dont Théoneste Bagosora et le chef de la milice Interahamwe Jean-Baptiste Gatete, vers des destinations inconnues. Human Rights Watch a également appris que les troupes et les milices des FAR avaient reçu un entraînement militaire en République centrafricaine et au Cameroun. »

---

## MICHAEL PAURON

Journaliste passé par l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, il a collaboré à divers journaux, dont *Mediapart*. Il est... **(suite)**

---

## OPEN SECRETS

Open Secrets est une organisation à but non lucratif basée en Afrique du Sud qui documente les crimes économiques.

- 1 Raphaël Doridant, François Graner, *L'État français et le génocide des Tutsis au Rwanda*, Agone/Survie, collection Dossiers noirs, 2020.
- 2 Alison Des Forges, « Leave None to Tell the Story », Human Rights Watch, 1999, p. 209.
- 3 Guillaume Ancel, « Rwanda : pourquoi l'armée française a tardé à intervenir à Bisesero », *Le Monde*, 16 février 2016.
- 4 Prosecutor v. Édouard Karemera et al., case no. ICTR-98-44-T, para. 1133.
- 5 Après six années de procédure, Théoneste Bagosora a été condamné en 2008 à la perpétuité pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. En appel, en 2011, sa peine a été réduite à trente-cinq années de prison. Il purgeait sa peine au Mali lorsqu'il est décédé, en 2021.
- 6 Prosecutor v. Théoneste Bagosora and others, Case no. ICTR-98-41-T, para. 1793.
- 7 Prosecutor v. Théoneste Bagosora and others, Case no. ICTR-98-41-T, para. 1793.
- 8 Alison Des Forges, *Leave None to Tell the Story*, Human Rights Watch, 1999, p. 152.
- 9 Alison Des Forges, *Leave None to Tell the Story*, Human Rights Watch, 1999, p. 152.
- 10 Prosecutor v. Théoneste Bagosora and others, Case no. ICTR-98-41-T, para. 1794.
- 11 Prosecutor v. Édouard Karemera et al., Case no. ICTR-98-44-T, para. 1133.
- 12 Lettre de Karemera à Nsengiyumva, 17 juin 1994, ICTR-LO document code RWINTGT-04.
- 13 Prosecutor v. Théoneste Bagosora and others, Case no. ICTR-98-41-T, para. 1821.
- 14 Fabrice Arfi, « Massacre de Bisesero au Rwanda : la justice clôt son enquête sans mise en examen », *Mediapart*, 25 Septembre 2018.
- 15 Alison Des Forges, *Leave None to Tell the Story*, Human Rights Watch, 1999, p. 12.
- 16 Chris McGreal, « Paris stands by as arms pour through Eastern Zaire », *The Guardian*, 23 juin 1994.
- 17 « Malo Arms for Rwanda », *Regar*, 1<sup>er</sup> juillet 1994.
- 18 Anatole Nsengiyumva a été chef du bureau des renseignements de l'état-major général de l'armée rwandaise et commandant du secteur opérationnel de Gisenyi de juin 1993 à juillet 1994.
- 19 Prosecutor v. Théoneste Bagosora and others, Case no. ICTR-98-41-T, para. 1801.
- 20 Les milices Interahamwe ont été créées en 1992 par le parti au pouvoir, le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND). Elles sont responsables de la plupart des crimes pendant le génocide.
- 21 Prosecutor v. Théoneste Bagosora and others, Case no. ICTR-98-41-T, para. 1794.
- 22 Transcript of ICTR-98-41-T Chamber I (6 October 2006), p. 2.
- 23 Le 6 avril 1994, l'avion transportant le président rwandais Juvénal Habyarimana est abattu. Cet événement marque le début du génocide.
- 24 Human Rights Watch (May 1995), « Rearming With Impunity : International Support for the Perpetrators of the Rwandan Genocide », United Nations, Vol. 7, No. 4.